

RAPPORT DE MISSION AFRIQUE

PICRI « Evaluer les pratiques des associations de tourisme équitable et solidaire »



Étude réalisée au Burkina Faso, Mali et Sénégal
du 9 septembre au 7 décembre 2009

SOUTHON Amandine, doctorante en charge du PICRI

a.southon@tourismesolidaire.org

SOMMAIRE

0. Remerciements	p. 3
I. Le PICRI « Evaluer les pratiques des associations de tourisme équitable et solidaire »	p.4
II. Pourquoi une première mission en Afrique de l’Ouest ?	p.5
III. Programme de la mission	p.6
1. Burkina Faso: 19 septembre 2009- 16 octobre 2010	p.6
2. Mali : 17 octobre 2009-19 novembre 2009	p.8
3 Sénégal : 22 novembre 2009- 7 décembre 2009	p.10
IV. Méthodologie	p.11
1. Le démarrage de l’étude	p.11
2. L’enquête au quotidien	p.11
2.1 Méthodologie pour un recueil de données sur l’évaluation du tourisme solidaire	p.11
2.2 Méthodologie pour une analyse des relations de partenariat dans le tourisme solidaire	p.12
V. Vers une définition des critères du tourisme équitable et solidaire par les partenaires africains des associations de l’ATES	p.13
1. Quelle représentation de l’évaluation pour les partenaires locaux ?	p.13
2. Quelle définition du tourisme équitable et solidaire par les partenaires africains ?	p.15
2.1 Quelles attentes des acteurs locaux vis-à-vis de leurs partenaires au Nord dans la construction des séjours de tourisme équitable et solidaire ?	p.15
2.2 Quels critères pour évaluer la relation de partenariat ?	p.16
2.3 Regard des acteurs africains sur les critères permettant d’évaluer leurs propres pratiques	p.17
VI. Les relations de partenariat entre associations de l’ATES et leurs partenaires africains	p.19
1. Une grande variété de partenaires en interaction	p.19
2. Des relations plus ou moins équilibrées : Mali Nord 2, Mali Centre, Mali Ouest, Burkina Sud.	p.20
3. Des relations marquées par le déséquilibre : Burkina Est, Mali Est, Mali Nord 1, Burkina Centre.	p.22
Conclusion	p. 24
Annexe : Grille d’évaluation de l’ATES	p.25

0. Remerciements

A la Région Ile-de-France qui à travers le « Partenariat Institutions-Citoyens pour la Recherche et l'Innovation » finance ce programme de recherche sur les pratiques des associations de tourisme équitable et solidaire.

A tous les partenaires des associations de l'ATES rencontrés au Burkina Faso, Mali et Sénégal pour leur accueil et la richesse de nos échanges. En espérant que ce travail favorise le dialogue entre ici et là-bas...

A tous les acteurs institutionnels et associatifs rencontrés en Afrique de l'Ouest pour leur accueil et leur analyse poussée des problématiques étudiées. Ils ont été d'un apport très précieux pour cette recherche-action.

A l'ensemble des membres de l'ATES pour la confiance qu'ils m'accordent et le temps qu'ils m'ont consacré, en espérant que ce travail leur sera utile.

Aux membres du comité de pilotage du PICRI pour leurs conseils et soutiens.



I. Le PICRI « Evaluer les pratiques des associations de tourisme équitable et solidaire »

Le PICRI est un *Partenariat Institutions-Citoyens pour la Recherche et l'Innovation*, dispositif proposé par le Conseil Régional d'Ile-de-France depuis 2005 dans le but de promouvoir des programmes de recherche basés sur une collaboration étroite entre laboratoires publics de recherche et organisations de la société civile à but non lucratif.

Le PICRI Tourisme Equitable et Solidaire associe l'Association pour le Tourisme Equitable et Solidaire (ATES) et le Centre d'Etudes sur la Mondialisation, les Conflits, les Territoires et les Vulnérabilités (CEMOTEV) autour de la problématique suivante : « **Evaluer les pratiques des associations de tourisme équitable et solidaire** ».

Par la construction d'un système d'évaluation innovant puisque prenant en compte la dimension interculturelle des relations touristiques établies entre les associations de l'ATES au Nord et leurs partenaires au Sud, **le PICRI se donne pour objectif central de promouvoir le tourisme équitable et solidaire par le renforcement de la crédibilité des acteurs vis-à-vis du public.**

Il se décline en quatre sous-objectifs interdépendants :

1. Construire un système d'évaluation adapté aux besoins et contraintes des membres de l'ATES.

Face à la multiplication des initiatives se revendiquant du tourisme « durable », « équitable », « responsable », l'ATES se donne pour mission de clarifier le secteur par la mise en place d'une évaluation rigoureuse de ses membres permettant à ces derniers d'améliorer leurs pratiques tout en offrant une garantie sérieuse aux touristes. Le PICRI vise à créer un système d'évaluation adapté aux besoins des membres de l'ATES tout en s'inscrivant dans l'exigence d'une co-construction de l'outil avec les partenaires au Sud.

2. Décrypter et analyser les relations partenariales entre les associations de tourisme équitable et solidaire et leurs partenaires dans les destinations.

Les associations de l'ATES sont engagées dans des relations partenariales dans les destinations proposées, supposant ainsi un certain équilibre dans la gestion économique et politique des projets. Pour autant, il n'existe à ce jour que peu d'analyses sur les modalités pratiques de ces relations (partage du pouvoir, prise de décision...). Le PICRI souhaite offrir un regard sur ces pratiques du partenariat.

3. Elaborer un cadre d'analyse des impacts du tourisme équitable et solidaire

Si le tourisme équitable et solidaire se donne pour objectif de maximiser ses effets positifs tout en minimisant ses effets négatifs, on constate une absence d'études sur ses impacts réels dans les destinations. Par conséquent, le PICRI se propose de construire un cadre méthodologique permettant d'analyser les impacts des projets touristiques.

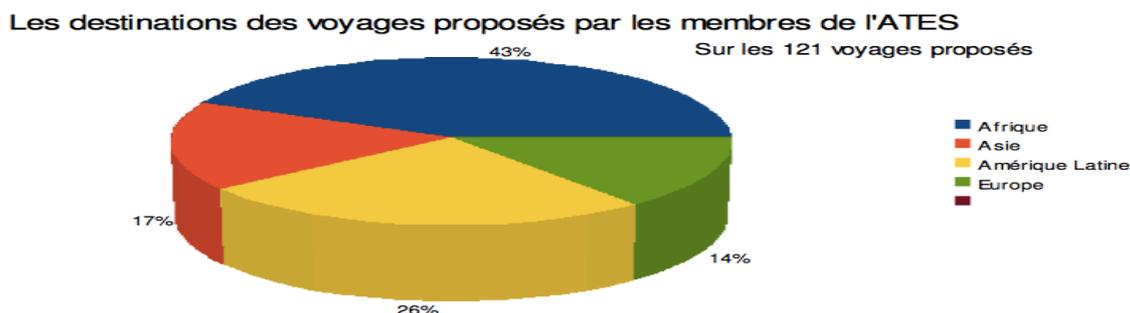
4. Renforcer le lien entre chercheurs et acteurs autour du tourisme équitable Des liens existent déjà entre chercheurs et associations de tourisme équitable et solidaire dans la mesure où certains opérateurs interviennent dans des formations universitaires spécialisées sur le tourisme. Pour autant, l'on remarque une faiblesse de ces collaborations dans le cadre de projets de recherche plus fondamentaux. Dans cette perspective, le PICRI souhaite favoriser cette connexion par la création d'espaces et de temps d'échange.

II. Pourquoi une première mission en Afrique de l'Ouest ?

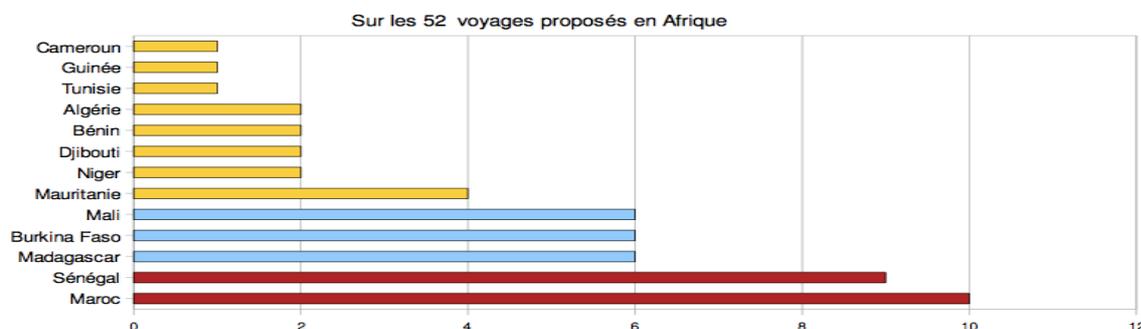
La réalisation d'études dans les destinations proposées par les structures de l'ATES doit permettre d'atteindre les objectifs fixés dans le cadre du PICRI à savoir la construction d'outils d'évaluation adaptés aux réalités locales, la production d'une connaissance sur les relations de partenariat et la mise en relation des chercheurs et acteurs sur le tourisme équitable à travers le Monde.

Le choix de l'Afrique de l'Ouest comme premier terrain d'étude résulte de son poids dans l'offre et la demande de tourisme solidaire au sein de l'ATES.

Tout d'abord, l'on constate que le continent africain représente le tiers des destinations proposées et 43% des voyages offerts devant l'Amérique Latine (26% des voyages proposés).



Ensuite, l'on remarque que l'Afrique de l'Ouest est une destination centrale dans l'offre des associations de l'ATES. Sur 52 voyages offerts en Afrique, 30 se déroulent en Afrique de l'Ouest (dont 21 pour les trois pays Burkina Faso, Mali et Sénégal). Et sur vingt-trois membres, quinze proposent des produits touristiques en Afrique de l'Ouest.



Si le tourisme international à destination des pays d'Afrique mesuré par les arrivées internationales ne représente qu'à peine plus de 5% des arrivées mondiales, l'on remarque qu'en 2009, sur les 5220 voyageurs partis avec des associations de l'ATES, plus de 350 se sont rendus au Mali et plus de 200 au Burkina Faso. Ce sont les principales destinations du réseau avec le Pérou (plus de 400 voyageurs) et le Maroc en première position (plus de 1500 voyageurs).

Soulignons enfin que pour des commodités logistiques, nous avons privilégié le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal. Sans prétendre à une homogénéité des contextes nationaux, ni même à une unité dans les trajectoires touristiques, nous faisons le choix d'acteurs relativement proches géographiquement et culturellement.

III. Programme de la mission

1 BURKINA FASO: 19 septembre 2009- 16 octobre 2010

19/9	Ouagadougou	<p>2 entretiens:</p> <p>→ Kone Bougadare: Représentant de l'association EchoWay au Burkina Faso, président de l'association Yriwa (Association Burkinabé d'Ecotourisme). Il est également impliqué dans la création d'une Coalition du tourisme responsable au Burkina Faso.</p> <p>→ Priscille Zongo : Coordinatrice de l'association TDS au Burkina Faso</p>
Du 20/09 au 22/09	Etude dans le village de l'association TDS , Zigla Koulpele	<p>12 entretiens réalisés:</p> <p>→ Equipe d'accueil : guide, cuisinière, veilleur, serveur</p> <p>→ Président du Comité de Gestion du Village d'Accueil (CGVA)</p> <p>→ Chef du village</p> <p>→ Membres du Conseil Villageois de Développement (CVD)</p> <p>→ Femmes impliquées dans une activité proposée aux touristes (impression de tissus)</p> <p>→ Coordinateur d'une ONG danoise présente dans le village</p>
23/9	Ouagadougou	<p>Échange avec trois responsables français de l'association TDS:</p> <p>→ Michel Brillot (Président de TDS Voyages)</p> <p>→ Bénédicte Merlant (Présidente de TDS)</p> <p>→ Nathalie Turbe (Directrice de TDS Voyages)</p>
24/09 au 27/09	Forum TDS dans le village de Doudou	Échange avec les acteurs français et burkinabés.
28/9	Ouagadougou	<p>1 entretien:</p> <p>→ Geoffroy Mauvais et Gabrielle Couaillac de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN). Ils sont en charge d'un programme nommé PAPACO: Programme Aires Protégées d'Afrique du Centre et de l'Ouest.</p>
29/9	Ouagadougou	<p>1 entretien:</p> <p>→ Carole Rueher : Ancienne volontaire de l'association Tempelga, elle est en train de créer une agence réceptive à Ouagadougou spécialisée sur le tourisme responsable.</p>
30/9	Ouagadougou	<p>2 entretiens:</p> <p>→ Mélanie Canet, Agence française de développement.</p> <p>→ Souleymane Ouedraogo : Directeur général de l'Office National du Tourisme Burkinabé</p> <p>*Présence à la restitution du forum de l'association TDS lors du Salon International du Tourisme et de l'Hôtellerie de Ouagadougou (SITHO).</p>
2/10 au 5/10	Etude dans le village de Oumnonghin où sont présents les partenaires de l'association Tempelga	<p>19 personnes rencontrées (10 entretiens):</p> <p>→ Equipe d'accueil: Responsable du campement, cuisinières, animateurs</p> <p>→ Chef du village et conseillers</p> <p>→ Membres de l'ONG partenaire pour la gestion des projets de développement (Guinda Waki)</p> <p>→ Inspecteur d'Académie</p> <p>→ Conseiller municipal</p> <p>→ Volontaire française en charge d'un projet d'alphabétisation</p> <p>→ Une voyageuse</p>

6/10 et 11/10	Déplacement vers Tiébélé. Accueil par l'Association pour le développement de Tiébélé (ADT), partenaire des associations Alter Enga et Taddart	22 personnes rencontrées (12 entretiens): → Président, vice-président de l'ADT → Guides → Cuisiniers → Conteur → CVD de Korabié → Groupement de femmes potières qui accueillent des voyageurs (Village de Boungou) → Instituteur de Tiébélé → Père de famille accueillant des voyageurs (Village de Gougoyo) → Groupement de femmes ayant bénéficié d'un jardin grâce au fond de développement de l'association Taddart (Village de Zigsiga)
12/10 au 16/10	Étude d'un séjour proposé par l'association Alter Enga à des jeunes français (20) en bac professionnel agricole.	Échanges avec: → Jeunes (20 au total) → Animateurs (2) → Responsable de l'association française → Président de l'ADT



2. MALI : 17 octobre 2009-19 novembre 2009

17/10 et 18/10	Mopti. Accueil par le partenaire de l'association Croq'Nature : l'agence de voyages L'Harmattan Solidaire .	Deux entretiens: → Responsables (2) de l'agence
19/10 au 22/10	Déplacement à Yendouma (Pays Dogon); lieu d'accueil des voyageurs de Croq'Nature	7 entretiens: → Agent de développement de l'Harmattan Solidaire → Responsable du campement communautaire de Yendouma Sogol → Régisseur du campement Yendouma Sogol → Gestionnaire du campement communautaire de Yendouma Ato → Maire de Sangha → Groupement de femmes bénéficiaires du fond de développement (micro-crédit) → Imam du village
22/10 au 25/10	Mopti: Atelier de préparation de l'équipe touristique de L'Harmattan Solidaire	Animation d'un atelier évaluation avec les équipes de guides, cuisiniers, aides cuisiniers, chauffeurs (20 personnes).
26/10 au 1/11	Étude d'un séjour proposé par l'association Vision du Monde au Pays Dogon avec huit voyageurs	20 personnes rencontrées et 12 entretiens: → Voyageurs → Guide → Porteurs → Equipes d'accueil des campements → Association de protection du patrimoine de Sangha → Comités de gestion des projets de développement financés par le tourisme dans les villages de Koundou et Banani.
2/11 au 5/11	Gao. Rencontre des partenaires de l'association Croq'Nature .	9 entretiens: → Responsable d'une auberge qui accueille les voyageurs à Gao → Responsable de l'agence de voyages Echag'Voyages → Equipe d'accueil touristique: cuisinier, chauffeur → Membres de l'association Goy Kana Faa (crèche) → Présidente d'un groupement de femmes ayant bénéficié d'un appui pour un jardin fruitier. → Visite des villages où des actions de développement sont menées: Echag (instituteur et infirmier), Takalafalt (Instituteur), Agdilinta (instituteur et chef de fraction). → Maire de Dijebok.
5/11 au 11/11	Rencontre des partenaires de l'association Tamadi	30 personnes rencontrées (10 entretiens): → Coordinatrice du projet de tourisme rural AOPP → Village de Sofara: Ancien président du comité de pilotage du projet, membres d'OP, groupement de femmes ayant reçu un appui pour une fabrique de yaourts. → Village de Timissa: Guide, Famille en charge de l'accueil, membres d'OP. → Ségou: Coordinateur de l'AOPP régionale, Administrateur de Tamadi → Village de Kalla Bougou: Membre d'OP, famille en charge de l'accueil, femme responsable de la préparation de l'accueil des voyageurs. → Ségou: Famille (cuisinière) → Guide à Bamako.

12/11	Bamako	<p>3 entretiens:</p> <p>→ Modibo Cissé: Conseiller technique auprès du Ministre du tourisme malien.</p> <p>→ Moussa Diallo: Directeur général adjoint de l'Office Malien du Tourisme et de l'Hôtellerie.</p> <p>→ Mustaph Barry: Coordinateur du Réseau Malien du Tourisme Responsable Jigayasira.</p>
13/11	Bamako	<p>2 entretiens:</p> <p>→ Stefan Kefferstein: Responsable de l'Organisation Mondiale du Tourisme pour l'Afrique de l'Ouest.</p> <p>→ Sarak Doroekener: SCAC</p>
14/11 au 18/11	Sikasso. Rencontre du partenaire de l'association Vision du Monde	<p>58 personnes rencontrées (10 entretiens):</p> <p>→ Partenaire de Vision du Monde</p> <p>→ Village de Woroni: comité de gestion en charge des projets de développement financés par le tourisme (41 personnes présentes)</p> <p>→ Association Jeka Baraton (7): financement de projets de développement.</p> <p>→ Village de Zerilaba: comité de gestion (9)</p> <p>→ Responsable de l'OMATHO de Sikasso.</p>
19/11	Bamako	<p>Un entretien:</p> <p>→ Guide de Vision du Monde.</p>



3. SENEGAL : 22 novembre 2009- 7 décembre 2009

20/11 et 21/11	Transport vers Tambacounda : siège de l'association ICD Afrique.	
22/11 au 4/12	Étude du séjour organisé par l'association ICD Afrique entre Tambacounda et le Siné Saloum . 10 voyageurs	36 personnes rencontrées (25 entretiens) : → Responsable français de l'association ICF Afrique → Volontaire français → Coordinateur de l'antenne locale. → Voyageurs → Membres de l'association La voix qui mènent des projets de développement à Tambacounda grâce à des apports d'ICD Afrique. → Campement de Tambasocé : Président du GIE, équipe d'accueil (gérant, cuisinier, barman, serveur, jardinier) → Campement de Dialacotto : Président du GIE, équipe d'accueil (gérant, cuisinier, barman, guides) → Responsable de la gestion des projets de développement mis en œuvre à Dialacotto. → Groupement de femmes ayant reçu un apport pour un projet de jardin. → Infirmière d'un centre de santé ayant reçu une aide → Chef du village de Dialacotto → Président du Conseil Rural → Gérants d'un lieu d'accueil touristique dans le Siné Saloum → Gérante d'un restaurant dans le Siné Saloum.
7/12	Dakar : échange avec les partenaires de l'association E-Changeons le Monde	Deux entretiens : → Responsable de l'accueil des voyageurs → Responsable d'une association liée au projet de tourisme en construction.



IV. Méthodologie

1. Le démarrage de l'étude

Prévenus de mon arrivée par les structures de l'ATES ainsi que par un mail de présentation de ma mission, les partenaires locaux appréhendaient pour la plupart ma présence. Le courrier envoyé tentait de préciser le caractère non évaluatif mais bien constructif et participatif du travail. Pour autant, au-delà du fait que le terme même d'évaluation provoque souvent une crainte du jugement, il est également difficile de savoir comment j'ai pu être présentée par les responsables français des associations. En effet, dans un contexte de construction d'un réseau, l'on peut supposer que cette mission a pu sous-tendre des enjeux non prévus. Comment ne pas craindre que les données recueillies ne soient utilisées pour dénoncer ou encenser certaines structures ? Comment s'assurer du maintien de sa légitimité au-delà du discours ?

Dès mon arrivée, j'ai alors été confrontée à plusieurs situations allant d'une exposition des projets de développement réalisés grâce au tourisme à un mutisme profond de certains acteurs. J'étais en effet assimilée aux personnages suivants : contrôleur financière, bailleur de fonds, journaliste. Ma première mission a alors été d'expliquer de nouveau les buts de mon travail, et de laisser de côté certains outils de l'enquête de terrain (entretiens formels enregistrés) au profit d'un partage des activités quotidiennes favorables aux échanges informels. Jouant de mes différentes casquettes de jeune, femme, étudiante, engagée, j'ai alors progressivement gagné la confiance de mes interlocuteurs.

2. L'enquête au quotidien

Le travail mené durant ces trois mois en Afrique de l'Ouest revêt l'apparence d'une ethnographie dont le but est de restituer les visions des acteurs locaux, de croiser les points de vue sur l'objet du tourisme solidaire et donner un éclairage sur la complexité des pratiques sociales. Si l'analogie reste limitée par la faible durée des études de terrain, les méthodes et objectifs n'en restent pas moins les mêmes. En couplant contacts permanents avec les acteurs, observations et entretiens, l'on entre dans une investigation poussée où les actions et relations sont finement décortiquées.

Dans ce contexte, j'affirme que l'enquêteur et le futur évaluateur doit être en mesure d'utiliser les méthodologies largement développées en sciences sociales. Manier les techniques d'entretiens et d'observations, procéder à un va-et-vient continu entre les scènes quotidiennes et le journal de terrain devient alors son quotidien. Ajoutons à cela la difficulté d'appréhender des projets et acteurs inscrits dans des contextes culturels forts divers où les barrières linguistiques et contraintes matérielles sont fréquentes. La présence d'un informateur spécialiste de la zone étudiée et d'un traducteur peut alors faciliter l'objectivation des données.

2.1 Méthodologie pour un recueil de données sur l'évaluation du tourisme solidaire :

Dans la quête d'informations sur la perception du tourisme solidaire et de son évaluation par les partenaires africains, j'ai dû développer des méthodes particulières. En effet, parler de définition, ou de critère n'est pas sans poser problème puisque les acteurs préfèrent ne rien répondre que de donner une réponse « fautive ». La crainte de l'erreur et de l'échec domine les débats. Dans ce contexte, voici les outils utilisés apportant des résultats plus ou moins pertinents selon les interlocuteurs.

La première approche possible est de questionner ce qui est important pour les acteurs dans le tourisme solidaire. Les partenaires décrivent alors ce qui leur plaît ou non dans cette pratique.

L'énonciation des éléments négatifs ou à améliorer n'étant possible qu'avec une confiance établie avec l'enquêteur.

Pour les acteurs possédant une grande expérience dans le tourisme ou travaillant avec plusieurs partenaires, il est intéressant de questionner ce qui différencie le tourisme solidaire des autres formes de tourisme dans la pratique.

Dans des débats plus poussés avec des acteurs ayant reçu des enseignements scolaires ou expérimentés dans le tourisme, le recours à des scénarios a également porté ses fruits. Les acteurs, projetés dans d'autres rôles et contextes, deviennent plus libres pour donner leur vision de ce que doit être le tourisme solidaire.

Enfin, il est possible de proposer à certains acteurs de faire une analyse critique des grilles existantes ou en construction. Cette dernière méthode peu utilisée lors de la mission en Afrique sera mise en avant au Maroc.

Concernant le recueil de données quantitatives, il est important de souligner les difficultés rencontrées sur le terrain. Parler d'argent est souvent un sujet complexe voire tabou pour des acteurs locaux qui n'ont pas toujours de comptabilité monétaire et qui n'ont souvent pas connaissance de la clé de redistribution précise des bénéficiaires et salaires des personnes avec qui ils travaillent. Par ailleurs, l'énonciation de données chiffrées s'avère complexe puisque les enquêtés préfèrent ne pas donner de réponse que d'être dans de l'approximatif perçu comme un manquement au sérieux de la discussion et comme un argument pouvant se retourner contre eux. Enfin, notons que les données chiffrées sont largement absentes des comptabilités nationales rendant les comparaisons complexes.

L'une des limites de l'étude menée provient de l'attention portée lors des entretiens sur les acteurs des projets touristiques. Barrière de la langue, contrôle du programme par l'équipe locale permettent difficilement le contact avec les personnes situées en dehors de la structure. Cet inconvénient doit faire l'objet d'une stratégie pour la prochaine mission.

Le recours à une double méthodologie d'entretiens individuels et en groupe sera également testée au Maroc. Elle doit pouvoir permettre de distinguer et de confronter les perceptions de l'activité selon les différents groupes sociaux sans perdre de vue les limites de la « participation ».

2.2 Méthodologie pour une analyse des relations de partenariat dans le tourisme solidaire

L'étude des relations de partenariat dans le cadre du tourisme solidaire s'avère relativement complexe tant il faut coupler les méthodes d'enquête dans le temps.

Préalablement à la mission en Afrique de l'Ouest, j'ai réalisé des entretiens avec l'ensemble des responsables des associations travaillant dans les trois destinations prévues pour l'étude. Après reconstitution des parcours personnels et professionnels, j'ai tenté de recueillir des informations sur les caractéristiques de leurs partenaires et de leur relation de partenariat.

Sur le terrain, des entretiens formels et informels ont été menés avec les acteurs investis dans l'activité touristique. Pour autant, plusieurs difficultés sont survenues rendant complexe le recueil de données sur les relations de partenariat :

→ Parler librement d'une relation personnelle et/ou professionnelle demande d'avoir une certaine confiance en son interlocuteur. La faible durée de l'étude limitant la profondeur des données.

→ L'analyse des discours doit être couplée par des observations objectives de la relation, tâche relativement difficile dans la durée du séjour.

→ Il est important de déterminer précisément les partenaires à analyser. En effet, plusieurs groupes d'acteurs sont impliqués dans les activités de tourisme et de développement. Ici, nous avons choisi d'étudier les personnes nommées « partenaire » par les responsables français ou se revendiquant de cette appellation.

Au retour de mission, les entretiens ont été retranscrits, analysés, classés et confrontés. Le recours à des grilles de lecture théoriques des partenariats (J. Brinkerhoff 2002¹, grille ATES²) a permis de produire une analyse de ces relations. Parmi les thématiques abordées citons :

- La confiance
- La contractualisation de la relation
- La convergence dans les buts de l'activité
- Le débat, conflit dans la relation.
- La transparence
- Les apports réciproques

Avec du recul, je constate que certaines données recueillies manquent parfois de précision pour pouvoir établir des conclusions objectives sur ces relations de partenariat. Des outils plus élaborés seront testés lors de la prochaine mission au Maroc.

Soulignons qu'à chaque fin de séjour, j'ai proposé aux acteurs rencontrés de leur faire un petit bilan de mon étude. Ce moment de débat permettant à chacun d'exprimer son point de vue et d'engager des pistes de réflexions et d'actions.

Si les objectifs du travail de terrain résidaient dans l'appréhension de la diversité des pratiques de tourisme solidaire et l'échange autour de l'évaluation, je constate que ma présence a pu apporter localement des éléments non prévus. Questionnant leur travail quotidien, centrant mon étude autour de leur parole, j'ai semble-t-il donné une reconnaissance à leurs actions tout en leur permettant de faire entendre leurs voix, leurs avis critiques. En cela, l'enquête de terrain comporte des dimensions humaines qui dépassent les simples objectifs de départ.

Aujourd'hui, je souhaite pouvoir poursuivre les échanges avec certains acteurs rencontrés. Ces derniers, viviers potentiels pour de futures évaluations de terrain, souhaitent en effet réagir aux propositions d'outils et d'analyses que je pourrais fournir. Cette étape sera lancée très prochainement.

¹ Brinkerhoff Jennifer, 2002, "Assessing and improving partnership relationships and outcomes: a proposed framework", *Evaluation and Program Planning*, 25(3), pp. 215-231.

² En annexe p.25

V. Vers une définition des critères du tourisme équitable et solidaire par les partenaires africains des associations de l'ATES

Après une description des représentations de l'évaluation des partenaires locaux, je présenterai une analyse des pratiques et discours afin de dégager les critères jugés importants par les acteurs locaux dans le tourisme solidaire.

1. Quelle représentation de l'évaluation pour les partenaires locaux ?

Interrogés sur leur vision de l'évaluation, nombreux sont ceux qui évoquent une crainte, appréhension à l'égard de cet exercice. Perçu comme un outil de contrôle, il peut remettre en question une activité qu'ils jugent légitime mais qui à l'égard de critères étrangers pourrait s'avérer contestable.

❖ **Évaluer pour progresser**

Une fois ces premières remarques énoncées, les acteurs soulignent les bienfaits de cette pratique si elle a pour but de favoriser le progrès sur le terrain et dans les relations de partenariat avec les acteurs français. Voici les témoignages recueillis :

- Responsable d'une agence de voyages au Mali : « *Cela doit être suivi de conseils pour progresser sinon ce n'est pas la peine (...) Il n'y a pas de problème si cela rentre dans le cadre du progrès et de la formation. C'est à dire qu'à la fin de l'étude un bilan est proposé avec des conseils pour améliorer. Si c'est juste venir et repartir alors non cela ne me plaît pas beaucoup.* »

- Guide malien : « *L'association s'est donnée un but: le développement par le tourisme. Tu le fais bien, assez bien ou pas bien. Mais c'est important de savoir pour recadrer la manière de fonctionner. Pour évoluer, il faut passer par là. Tu vas te dire que tu fais des beaux trucs alors que ce n'est pas bien et que ce n'est pas du développement. Donc il faut montrer le travail et ensuite on pourra ensuite voir la bonne piste pour le paradis, c'est à dire le développement que l'on cherche, que les associations cherchent avec leurs partenaires.* »

- Administrateur d'une association de tourisme solidaire au Mali: « *Pour tout ce que l'on fait, il faut s'arrêter et regarder derrière, voir le bien, le mal et rectifier.* »

❖ **Évaluer pour se distinguer**

Certains perçoivent l'évaluation en tant qu'outil pouvant permettre de déceler les faussaires du tourisme solidaire et marquer ainsi leur distinction. À titre d'exemples :

- Responsable d'une association au Burkina Faso : « *C'est utile car il y a beaucoup d'associations qui disent faire du tourisme solidaire et qui n'en font pas. La raison c'est qu'ils ne payent pas de taxes.* »

- Responsable d'une agence de voyages au Mali : « *C'est bien pour se démarquer de la concurrence.* »

- Guide malien : « *C'est bien d'avoir un outil commun parce que les gens sont perdus et il y en a beaucoup qui sont là dans de mauvais buts.* »

❖ **L'exigence d'un outil d'évaluation co-construit entre acteurs du Nord et du Sud**

La co-construction de l'outil et la nécessaire évaluation au Nord et au Sud apparaissent comme des exigences primordiales pour les acteurs africains afin d'avoir un engagement collectif et réciproque vers le progrès et ne pas subir les contraintes de la France. Voici quelques paroles d'acteurs :

- Un guide malien : « *La confiance n'exclut pas le contrôle entre nous.* »

- Le responsable du Réseau de Tourisme Responsable Malien : « *Parce qu'une évaluation même faite par soi-même permet de se connaître, de connaître ses limites (...) et la vision d'une évaluation externe avec vous, permettra bien sûr, sans nul doute de s'améliorer et de changer certaines choses. En disant aussi qu'une évaluation sans nous est incomplète et sera toujours incomplète.* »

❖ Une évaluation souple, qualitative et proche du terrain

Les méthodes formelles d'enquête (questionnaires) largement utilisées par les consultants sont dénoncées. Les partenaires souhaitent que soient privilégiées les analyses qualitatives au plus proche des réalités locales.

- Partenaire malien : « *D'habitude les gens, les consultants viennent avec une idée fixe, ils ne veulent pas sortir du cadre... Ils sont en dehors du mode de vie qu'ils cherchent à comprendre. Avec les questionnaires, on limite et on élimine des pans de la réalité, ce sont des robots. Alors que là, les données tu les as vécues... Alors qu'avec les questionnaires ce n'est pas la réalité que l'on attend.* »

- Acteur malien du tourisme responsable : « *Donc tu vois ce n'est pas une case à cocher (...) Il y a des choses que l'on ne peut pas comprendre avec une case de oui et de non (...) Il y a une nécessité ici d'échanger, de prendre le temps d'échanger et on sait tout de suite (...) Il faudra arriver dans ces évaluations à poser les vrais débats, les vraies questions. Mais si par exemple c'est fait à partir d'un questionnaire, que cela soit vraiment fait ensemble, que les gens puissent donner leur avis sur les choses à dire, les résultats à attendre (...) Non mais ce que je souhaite vraiment c'est que cela soit fait avec nous. J'insiste là-dessus mais j'ai horreur des questions toutes faites, et puis même souvent quand on demande aux gens d'ici de mettre cela en place ils vont évaluer selon des critères ou selon même des mots qui ne sont pas simples. Donc ils ne savent pas trop où aller. Donc il faut vraiment construire les choses ensemble et on verra.* »

❖ Impliquer les autorités nationales et locales dans ce chantier

Certains acteurs souhaitent impliquer les autorités locales dans ce travail. L'un d'eux explique : « *Il faut impliquer les autorités locales, les municipalités pour voir ce que le tourisme apporte localement. Chaque année il faudra un bilan des actions de la commune et des actions menées par les associations (...) Trop de projets sont évalués selon les normes françaises et ont peu de liens avec le terrain.* » Au Mali, le conseiller technique du ministre au tourisme confirme : « *C'est une excellente chose. Le plus important c'est l'élaboration des critères. Nous souhaitons être impliqués.* » De même, le directeur général adjoint de l'Office Malien du Tourisme et de l'Hôtellerie (OMATHO) pense que la réflexion menée peut aider à structurer des pratiques peu connues et peu réglementées dans le pays.

❖ Auto-évaluation et évaluation franco/africaine sont à privilégier

La plupart des partenaires rencontrés ne souhaitent pas développer une évaluation interne croisée³ telle que l'a fait l'ATES. Ils pensent en effet que l'évaluation de/par leurs pairs peut entraîner des tensions importantes dans les villages. Ils mettent davantage l'accent sur une auto-évaluation guidée, et une évaluation externe par un membre de l'ATES accompagné d'un expert du pays ou de la zone géographique.

2. Quelle définition du tourisme équitable et solidaire par les partenaires africains ?

Au travers des outils méthodologiques utilisés sur le terrain (entretiens formels, informels, scénarios...), j'ai tenté de comprendre et de dégager les éléments jugés importants par les acteurs locaux dans leurs pratiques du tourisme solidaire. Si certains ont évoqué l'idée que ces réponses puissent être des critères d'évaluation, pour d'autres il s'agissait simplement de me faire part de ce qui leur plaît ou non dans leur travail.

2.1 Quelles attentes des acteurs locaux vis-à-vis de leurs partenaires au Nord dans la construction des séjours de tourisme équitable et solidaire ?

L'analyse des données recueillies sur le terrain permet de classer les priorités des acteurs. Une comparaison avec la grille de l'ATES (annexe) permet alors de faire les constats suivants.

La **maximisation des impacts économiques** de l'activité touristique (critère 3 ATES) apparaît comme la première priorité pour les partenaires locaux. **L'utilisation des ressources, savoir-**

³ L'évaluation interne croisée est une méthodologie qui a été utilisée par les associations de l'ATES en 2008. Après s'être auto-évaluée, chaque structure est évaluée par trois associations de l'ATES tirées au sort.

faire et transports locaux est essentielle. De plus, au-delà d'avoir recours à une main d'œuvre locale existante, l'activité touristique doit permettre de **créer des emplois notamment auprès des jeunes**. Les **revenus** versés semblent également une grande préoccupation et nombreux sont ceux qui se plaignent des mauvaises rémunérations. La **formation** est un objectif central du tourisme solidaire. L'opérateur au Nord doit ainsi centrer son énergie et ses moyens dans sa mise en œuvre en tant qu'outil d'autonomisation des acteurs. Le **respect du droit du travail du pays** dans lequel ces derniers s'inscrivent apparaît important. La déclaration officielle de leur travail étant trop souvent absente. Les acteurs rencontrés demandent également un engagement du partenaire au Nord pour un **maintien ou une croissance de l'activité**. Soulignons enfin que le **fonctionnement communautaire des structures n'est pas un pré-requis** pour leur bon fonctionnement. Les organisations privées peuvent se revendiquer du tourisme solidaire si une juste redistribution des bénéfices est établie avec des actions menées auprès d'un collectif élargi.

Le **financement de projets de développement** (critère 2 ATEs) grâce aux revenus du tourisme est énoncé comme une autre priorité. Pour autant, les acteurs rencontrés soulignent la nécessité d'une **coordination locale** des actions. La **construction de liens étroits avec les autorités locales** apparaît comme une solution à formaliser. Certains partenaires souhaitent néanmoins que la mise en place de ces projets ne soit pas une priorité mais un plus vis-à-vis de l'activité économique. Ils dénoncent également le critère non officiel de « visibilité des projets pour les voyageurs » largement demandé par les partenaires au Nord.

Les acteurs africains revendiquent l'**importance des rencontres** (critère 5 ATEs) dans le tourisme solidaire. L'accueil des voyageurs dans les familles ou dans des structures intégrées dans le village est une première porte d'entrée vers un échange (non nécessairement organisé) et la découverte des réalités locales.

Le respect des équilibres locaux est partiellement souligné. En effet, si certains souhaitent que le nombre de voyageurs soit limité, d'autres n'y voient pas une menace. La faible fréquentation des lieux les contraint (aspect négatif ou positif ?) néanmoins pour le moment à maintenir une activité à côté du tourisme. La question du don reste complexe. Pour certains, il s'agit d'une pratique à bannir. La structure au Nord a un grand rôle à jouer dans le domaine. Pour d'autres, le don symbolise l'aide, la solidarité et ainsi le tourisme solidaire. Difficile alors de l'interdire. Tous sont néanmoins d'accord sur l'idée que le pourboire n'est pas une menace à l'équilibre mais une récompense méritée de leur travail.

Si les autres critères de la grille de l'ATEs sont moins développés puisque faisant davantage référence au rôle direct de la structure en France, les acteurs rencontrés soulignent d'autres éléments importants dans la pratique. Ainsi, **l'opérateur au Nord doit se familiariser et développer des connaissances plus approfondies sur la culture locale**. Il doit également jouer un **rôle politique**, de plaidoyer dans le but de soutenir les initiatives du tourisme solidaire (la promotion est liée à ce point) dans les destinations. Enfin, tous souhaitent que les pratiques locales soient mises en **adéquation avec la législation du pays**.

2.2 Quels critères pour évaluer la relation de partenariat ?

La **transparence réciproque** est une exigence centrale des acteurs rencontrés. S'ils sont prêts à répondre aux demandes des partenaires du Nord, ils souhaitent que ces derniers se soumettent également à l'exercice. Par ailleurs, en lien avec certaines contraintes locales (niveau d'éducation des acteurs, engagement oral...), ils revendiquent une **approche souple de la transparence** en termes de délais et niveau de sollicitation. Enfin, ils demandent à être impliqués dans **l'élaboration d'une clé de redistribution des bénéfices**.

La gestion des projets de développement est décrite comme étant du ressort des acteurs locaux. La consultation ne suffit pas, ils doivent en être les initiateurs afin que les projets soient utiles et appropriés localement. En cela, la **prise de décision doit être réellement partagée**.

La **circulation des informations** est décrite comme une autre priorité. Les partenaires africains se plaignent en effet du manque de données fournies par leurs partenaires et des limites de la coordination entre structures. Ils revendiquent alors **un vrai partage des fonctions dans le partenariat**.

Dans la mise en place d'un partenariat équitable et durable, ils accordent une grande importance à la **confiance** et la **reconnaissance du travail de chacun**. Ils souhaitent par ailleurs développer les échanges avec leurs partenaires au travers de **réunions** plus fréquentes. Dans une quête continue d'autonomie dans le partenariat, ils **refusent les clauses d'exclusivité** et souhaitent disposer de **contrats** écrits avec les responsables français.

2.3 Regard des acteurs africains sur les critères permettant d'évaluer leurs propres pratiques.

Tout comme dans l'analyse présentée ci-dessus, **la priorité est donnée aux aspects économiques de l'activité**. La présence de **rémunérations** supérieures ou égales au salaire moyen de la région, la **création d'emplois**, la réalisation d'**achats locaux** (aliments, artisanat) sont des exigences du tourisme solidaire. Une **transparence dans la gestion** ainsi qu'une **juste redistribution des bénéfices** sont des critères énoncés.

L'on retrouve également la nécessité de mettre en œuvre des **projets de développement** avec les revenus du tourisme. En effet, quel que soit le mode de gestion de l'activité touristique (privé ou collectif), les acteurs s'engagent à diffuser les effets du tourisme au travers d'actions bénéficiant à un maximum de personnes. Notons que ces **projets doivent être pensés, élaborés et gérés à la base**.

Les acteurs rencontrés souhaitent que **davantage de liens soient établis avec les autorités locales** notamment en ce qui concerne la gestion des projets de développement. Une **reconnaissance légale de leur activité** est recherchée.

Ils tentent également de **diversifier leurs partenaires** afin de limiter les dépendances et cherchent notamment à capter les clientèles de leur propre pays.

Ils revendiquent enfin leur **professionnalisme** et leur engagement pour une **sécurité** accrue des touristes.

Du point de vue des critères dits sociaux, l'on découvre l'importance donnée à la **formation** des acteurs locaux. Tous souhaitent disposer de davantage de compétences dans leur domaine d'activité (cuisine, guidage...). Ils estiment par ailleurs que des **réunions entre professionnels au Sud sont nécessaires** pour progresser. Certains critères, largement débattus sur la scène internationale, sont passés sous silence ou évoqués comme arguments franco-français : implication des femmes dans l'activité, travail des enfants. Oublis ? Critères non prioritaires ? Ethnocentrisme des critères français ? Soulignons enfin que certains revendiquent la **signature par tous les acteurs locaux des chartes nationales du tourisme responsable**.

Les **relations développées entre touristes et locaux** sont au centre de leur définition du tourisme solidaire. L'**hébergement** des touristes à proximité des locaux (voire même dans les familles) est essentiel. Rester dans les villages, partager des moments de la vie locale sont des critères de distinction vis-à-vis d'une offre plus classique. Soulignons également l'importance donnée pour beaucoup à la **sauvegarde du patrimoine culturel** par la pratique touristique.

La **dimension environnementale émerge progressivement des discours**. Certains acteurs s'engagent localement dans la gestion des déchets. Des sensibilisations sont également proposées aux voyageurs et populations locales.

Lors de prétendre à l'exhaustivité, cette première analyse permet de dégager les critères jugés importants pour les acteurs locaux dans l'évaluation du tourisme équitable et solidaire. Elle constitue la base d'une méthodologie d'enquête pensée avec les partenaires du Sud et adaptée à leurs enjeux et contraintes locales. Consciente des limites des méthodes participatives, je pense que ce travail est un premier pas vers des outils d'évaluation innovants puisque positionnant comme objectif central l'équité Nord/Sud dans le suivi-évaluation des activités de tourisme équitable et solidaire. La réalisation d'une mission de terrain au Maroc entre juin et juillet 2010 devrait permettre de compléter cette première base de données en opérant les rapprochements et différenciations nécessaires.

VI. Les relations de partenariat entre associations de l'ATES et leurs partenaires africains⁴

Le partenariat marque dès les années 1970 la volonté des organisations de développement de sortir des logiques d'action dominantes marquées par l'assistentialisme et l'interventionnisme-ingérant.

Ancré dans des croyances en une possible coopération, le partenariat doit permettre la réunion des valeurs suivantes : réciprocité, égalité, échange, respect, confiance et transparence. Le réseau Coordination Sud en donne la définition suivante : « *Le partenariat est la relation entre deux ou plusieurs organismes pour la mise en œuvre d'un projet, qui repose sur la coopération, respectant l'égalité de pouvoir des parties et se basant sur l'échange, la confiance, le respect des engagements, la transparence et la réciprocité. C'est un processus dynamique qui doit s'inscrire dans la durée, sur des compétences données et une vision partagée d'un objectif de solidarité internationale* ».

« Pour Jennifer Brinkerhoff, deux dimensions distinguent le partenariat des autres types de relation lorsqu'elles sont présentes simultanément : le concept de mutualité et celui d'identité. Le concept de mutualité n'implique pas nécessairement une force égale de chacun des partenaires, mais incarne les valeurs du partenariat : l'horizontalité du fonctionnement, l'égalité dans la prise de décision, le respect et la confiance mutuelles, la dépendance mutuelle des partenaires,... Le concept d'identité de l'organisation désigne la nécessité pour chacun des partenaires de maintenir ou de renforcer son identité propre et son autonomie⁵. Il s'agit de parvenir à rester soi-même, à ne pas se perdre dans le partenariat. »⁶

« Pour autant, comment les associations de tourisme solidaire définissent-elles leur partenariat en lien avec les acteurs du Sud ? Comment le mettent-elles en pratique ? Réussissent-elles à coupler les deux principes du partenariat que sont la dépendance réciproque pour l'autonomie ? Quelles sont les principales barrières à une relation équilibrée ? »⁷

1. Une grande variété de partenaires en interaction.

« Les associations membres de l'ATES sont composées majoritairement de bénévoles et de salariés en charge de la commercialisation et de la promotion des voyages. L'initiateur du projet parvient le plus souvent, après plusieurs années de bénévolat, à devenir directeur salarié de la structure, ce qui favorise généralement le développement de l'activité et la constitution d'une équipe salariée.

Ces associations travaillent avec deux types de partenaires au Sud : un partenaire en charge de l'activité touristique et un partenaire spécialisé sur la gestion des projets de développement. Les partenaires touristiques sont de deux types : structures privées (agences de voyages, groupements

⁴ Cette partie est issue d'une communication proposée par B.Schéou et A.Southon lors des Rendez-Vous Champlain de juin 2010. Elle s'intitule « Ambiguïtés et difficultés des démarches participatives : l'exemple d'associations françaises de tourisme équitable et de leurs partenaires d'Afrique sub-saharienne ».

⁵ Brinkerhoff Jennifer, 2002, "Assessing and improving partnership relationships and outcomes: a proposed framework", *Evaluation and Program Planning*, 25(3), pp. 215-231.

⁶ Schéou Bernard, Southon Amandine, 2010, « Ambiguïtés et difficultés des démarches participatives : l'exemple d'associations françaises de tourisme équitable et de leurs partenaires d'Afrique sub-saharienne », Communication pour les Rdv Champlain Angers.

⁷ Ibid

d'intérêt économique, guides) et groupement associatif (comité de gestion villageois, association, syndicat...). Tous disposent ensuite d'une équipe en charge de la réalisation des prestations touristiques : guides, cuisiniers, porteurs etc.

Les partenaires en charge des projets de développement financés par le tourisme solidaire sont associatifs ou ont vocation à être « représentatifs » des villages concernés. Si le partenaire touristique est associatif, il lui arrive alors de cumuler cette nouvelle fonction. S'il est privé, nous assistons la plupart du temps à la création d'une structure qui tente de regrouper les différents acteurs du village (chef, notables, groupements de jeunes, de femmes, instituteurs...). Elle est parfois accompagnée d'un « agent de développement » en charge d'assurer le lien entre les populations locales et le partenaire touristique au Nord et au Sud.

Si nous considérons l'origine des partenariats, on constate deux types de situation. La première est marquée par une relation interpersonnelle, voire intime entre deux acteurs situés au Nord et au Sud à partir de laquelle découle le projet touristique, lequel est ensuite marqué par des relations affectives fortes entre les deux partenaires. La seconde se caractérise par une rencontre de type professionnelle ou résulte d'une sélection du partenaire en fonction de critères pré-établis. »⁸

« Sept associations correspondant à 8 partenariats ont été retenues pour l'étude. Leur degré d'aboutissement (existence supérieure à cinq ans, envoi régulier de voyageurs), l'accessibilité géographique et leur disponibilité pour l'étude ont été les critères de choix des partenariats étudiés. »⁹

Tableau 1 : Les partenariats étudiés¹⁰

Partenaire Nord	Partenaire Sud Tourisme	Partenaire Sud développement	Relation	Code Partenariat
Association 1	Agence de voyage locale	Association locale issue de l'agence	Fort relation personnelle avec le directeur de l'association française	Mali Nord 1
	Agence de voyage franco-malienne	Association locale	Relation professionnelle	Mali Nord 2
Association 2	Syndicat national paysan	Même partenaire	Relation professionnelle	Mali Centre
Association 3	Guides locaux	Comités de gestion villageois	Relation personnelle	Mali Ouest
Association 4	Association locale de développement	Même partenaire	Relation professionnelle	Burkina Sud
Association 5	Responsable d'un campement touristique	Association locale	Relation personnelle à dimension affective	Burkina Centre
Association 6	Village rural	Même partenaire	Relation professionnelle	Burkina Est
Association 7	Groupements d'intérêt économique	Comités de gestion villageois	Relation personnelle, affective et politique	Mali Est

⁸ Ibid

⁹ Ibid

¹⁰ Afin de préserver l'anonymat des différents acteurs concernés, nous avons désigné les organisations par leur nature et codé les partenariats par leur localisation géographique.

2. Des relations plus ou moins équilibrées : Mali Nord 2, Mali Centre, Mali Ouest, Burkina Sud

« Les partenaires Sud des quatre partenariats évoqués ici sont tous différents. Dans trois cas, le partenaire développement est identique au partenaire touristique ou en est issu : un syndicat national paysan, une agence de voyage franco-malienne, une association pour le développement local. Dans le dernier cas, il s'agit de trois guides touristiques alors que les partenaires « développement » sont les associations villageoises des lieux visités.

Nous allons passer en revue un ensemble d'éléments qui nous paraissent expliquer l'équilibre des relations partenariales illustrés par quelques exemples :

- **L'origine de la relation** : les relations équilibrées sont toutes les quatre nées d'une relation professionnelle plutôt que personnelle ou affective. L'origine professionnelle des relations semble permettre des relations plus saines, qui sont d'abord axées sur le travail et diffèrent des relations dans lesquelles le partenaire Nord se place dans une position de bailleur ou des relations dans lesquelles la dimension affective est très présente. Lorsque le partenaire a été choisi pour ce qu'il peut apporter professionnellement au projet, cela favorise à la fois la dimension mutuelle dudit projet et l'identité de chacun des partenaires.
- **Une convergence minimale dans les finalités que chacun attribue au projet.** Pour le partenariat Mali Ouest, les objectifs sont d'abord touristiques (la rencontre et l'échange) et économiques (favoriser le développement local à travers la création d'emploi au Nord et au Sud et financer des projets de développement). En ce qui concerne Burkina Sud, on peut relever un léger décalage à propos de la finalité du projet et de la compréhension de ce qu'est le tourisme solidaire : si pour le partenaire français, il s'agit de permettre aux touristes d'apprendre et d'accepter la différence, le partenaire burkinabé envisage son rôle comme un prestataire de service qui doit en priorité satisfaire la demande de ses clients. Pour le partenaire Sud de Mali Nord 2, financer des projets de développement est secondaire et n'est devenu un objectif qu'à partir de la mise en place du partenariat.
- **Une répartition des rôles qui mise sur la complémentarité naturelle des partenaires (mutualité)** : l'association française promeut et commercialise les voyages et sensibilise les voyageurs ; les partenaires touristiques du Sud assurent la prestation touristique et ensemble, ils développent les circuits et mènent des formations. Ce schéma fonctionne plutôt bien sauf dans le cas du partenariat Burkina Sud : même si les prestations touristiques sont assurées par l'équipe burkinabé, le responsable de l'association française continue à accompagner certains groupes, ce qui entraîne des confusions dans la répartition des tâches et ne favorise pas la répartition du pouvoir de décision entre les partenaires (...)
- **L'établissement d'un cadre contractuel pour la relation** : les quatre partenariats ont été contractualisés afin que les règles du jeu soient claires, en particulier en ce qui concerne la clé de répartition des revenus. Pour autant, s'il s'agit d'une condition nécessaire à l'équilibre de la relation, elle n'est nullement suffisante. L'essentiel est sans doute dans la manière dont ce cadre contractuel s'est construit, a été négocié et si chaque partenaire dispose de la possibilité de le faire évoluer.
- **L'acceptation des confrontations même conflictuelles comme expression de l'identité** dès lors qu'elles se résolvent et sont assimilées au sein du partenariat et ne donnent pas l'occasion à des reproches ultérieurs. Dans le partenariat Mali Centre où l'égalité est recherchée au Nord et au Sud, les échanges sont forts, parfois violents mais source de cohésion entre les acteurs. Il faut dire que la remise en cause de l'identité du partenaire, de sa position ou de ses intérêts est inévitablement génératrice de conflits. L'exigence de transparence qui passe par la tenue d'une comptabilité est souvent perçue par les partenaires sud comme l'expression d'une volonté de contrôle de la part du partenaire Nord et constitue une source fréquente de conflits qu'il est parfois difficile de résoudre.

Les relations étudiées ici sont marquées par des débats qui sont au cœur de la construction du partenariat. Chacun accepte la dépendance pour atteindre un but commun, mais réaffirme son identité dès qu'elle semble menacée. (...)

3. Des relations marquées par le déséquilibre : Burkina Est, Mali Est, Mali Nord 1, Burkina Centre

Les relations marquées par de réelles difficultés dans la construction des partenariats sont au nombre de quatre. Deux concernent des partenariats anciens au sein desquels les associations françaises se revendiquent d'abord comme des acteurs du développement : l'un, Burkina Est, dont l'association française a choisi de fonctionner avec des collectivités villageoises sur la base d'un modèle d'organisation conçu en France, l'autre, Mali Est travaille avec des Groupements d'Intérêts Economiques dont le lien avec le reste du village semble problématique. Les deux autres partenariats, Mali Nord 1 et Burkina Centre, présentent la particularité de reposer sur une seule personne au sud qui, si elle dispose du soutien de l'association française concernée, cristallise les rancœurs et les jalousies localement. Dans les trois derniers cas, le déséquilibre provient moins de la relation entre partenaires que des relations entre le responsable au Sud et les autres acteurs du projet touristique ou les membres de la même communauté villageoise.

Malgré les différences qui séparent ces quatre cas, parmi les éléments explicatifs du déséquilibre de la relation, on retrouve quelques éléments communs tandis que d'autres ne concernent que certains des partenariats :

- **L'origine de la relation** : trois de ces partenariats sont nées d'une relation personnelle et si la quatrième est d'origine professionnelle, la dimension affective et la personnalisation des conflits y sont très présentes.
- **L'ancienneté de la relation** : il s'agit ici de relations qui existent depuis plusieurs années, et si la durée peut avoir un rôle positif en permettant d'apprendre à se connaître, dans le cas où des rancœurs se sont accumulées, l'effet est au contraire de rendre le travail commun plus difficile.
- **Un déséquilibre ressenti dans la prise de décision.** Ainsi, les acteurs Sud des partenariats Burkina Est, Mali Est et Burkina Centre qui ont été interrogés, affirment que les décisions sont prises en France. Dans le cas du partenariat Mali Nord 1, si le responsable de l'agence de voyage locale participe à certaines décisions, les autres acteurs au Sud n'y sont pas associés, ce dont ils se plaignent (...).

Plus particulièrement au niveau de Mali Est et de Burkina Est :

- **Des visions de l'activité touristique divergentes.** Malgré l'existence d'engagements initiaux écrits (contrats de partenariat ou charte commune), il n'y a pas ou plus de convergence dans les visions de l'activité touristique. Dans le cas du partenariat Mali Est, les buts de l'association française sont confus parce qu'ils mêlent activité touristique et une multitude de projets dits de développement nécessitant des compétences et un suivi insuffisant. La désorganisation permet aux partenaires du Sud de développer des stratégies permettant de jouer sur les deux tableaux. Dans le cas du partenariat Burkina Est, il semble exister un désaccord de la part du partenaire Sud quant au fonctionnement des campements, voulu communautaire par l'association française.
- **Une incapacité à régler les conflits.** L'absence de confiance entre partenaires à la fois dans Burkina Est et dans Mali Est résulte d'une incapacité commune à régler les conflits. Les relations partenariales se trouvent entraînées dans un cercle vicieux de défiance, alimenté par des malentendus liés ou attribués au contexte interculturel (accusés d'incompétence dans le suivi gestionnaire par les responsables français, les acteurs locaux disent que les français ne comprennent pas la manière dont ils vivent et agissent

localement) (...). Les questions financières surplombent l'ensemble des discussions.
(...) »¹¹

Cette étude n'a pas la prétention d'être exhaustive puisqu'un faible nombre de partenariats a été étudié. Pour autant, elle constitue un point de départ intéressant dans l'analyse d'une problématique peu traitée. Par ailleurs, nous pensons qu'elle peut permettre aux acteurs de réfléchir sur leurs propres pratiques et d'avancer dans la construction de leur relation de partenariat.

¹¹ Ibid

CONCLUSION

La première mission de terrain réalisée en Afrique de l'Ouest dans le cadre du PICRI permet de construire progressivement les bases d'un travail approfondi sur l'évaluation du tourisme équitable et solidaire et les relations de partenariat.

La spécificité de cette étude repose tout d'abord sur les méthodes d'enquête mobilisées. Largement empruntées aux sciences sociales, elles visent à favoriser le recueil de données qualitatives issues du terrain, et à confronter les regards sur des pratiques touristiques menées en liens étroits entre acteurs du Nord et du Sud. Parler d'évaluation et de critères n'est pas anodin et provoque souvent la crainte des interlocuteurs. Il faut alors innover dans les outils d'analyse afin d'entrer dans une réelle dynamique de dialogue et d'échange tout en prenant garde d'éviter les dérives et écueils des méthodes participatives utilisées depuis les années 70.

Lorsque les partenaires des associations de l'ATES expriment les éléments qu'ils jugent importants dans leurs pratiques du tourisme équitable et solidaire (ce que nous traduisons ensuite comme des critères), l'on constate que la primauté est faite aux objectifs économiques. Le tourisme doit favoriser la création d'emplois, l'amélioration des revenus et niveaux de vie et promouvoir la formation. La mise en œuvre de projets de développement accessibles à un plus grand nombre est également centrale à conditions qu'ils soient pensés à la base et coordonnés sur le territoire. La reconnaissance légale des activités par les autorités locales et nationales devient récurrente. Les acteurs rencontrés valorisent également les rencontres et échanges permis dans le cadre des séjours touristiques. La proximité géographique des campements d'accueil, le partage des repas participant d'une distinction de cette forme de tourisme. La problématique environnementale est presque absente des discours mis à part certaines références à une gestion locale des déchets. Loin d'être exhaustive ces premières données permettent progressivement de construire des outils d'évaluation adaptés aux réalités et contraintes locales.

L'étude des relations de partenariat¹² permet d'appréhender la diversité des acteurs en présence au Nord et au Sud ainsi que la difficulté de conjuguer dépendance et autonomie. Parcourue par des luttes internes, des confrontations parfois violentes, cette collaboration devient un lieu de négociation et d'ajustement continu entre une quête de changement et de progrès et le maintien nécessaire d'une identité propre. Si ce positionnement schizophrénique peut être défendu par des acteurs forts au Nord et au Sud, il n'en est pas de même pour d'autres partenariats qui ne réussissent pas à gérer cet exercice périlleux. L'équilibre s'éloigne au profit des stratégies individuelles où certains acteurs tendent à favoriser leur propre réussite économique, politique ou affective aux dépens parfois du « reste du monde ».

Si ces premières analyses n'ont pas la prétention d'être exhaustives, elles permettent néanmoins de dégager certaines pistes de travail qui seront approfondies par des échanges avec certains acteurs locaux¹³ mais également par la poursuite des enquêtes de terrain. Une mission est d'ailleurs prévue au Maroc entre juin et juillet 2010. Elle devrait favoriser l'amélioration des outils méthodologiques créés et avancer dans la compréhension des relations de partenariat dans le cadre du tourisme équitable et solidaire. En ce sens, cette première mission en Afrique de l'Ouest constitue la première pierre dans le dispositif de recherche-action du PICRI.

¹² Etude issue de la communication rédigée avec B.Schéou dans le cadre des Rendez-Vous Champlain, juin 2010.

¹³ Tous les lecteurs de ce document sont invités à réagir sur son contenu.

Annexe 1 : La grille d'évaluation de l'ATES

Préambule : L'opérateur adopte une gestion interne de sa structure responsable : droit du travail, environnement... (à détailler et justifier)					
LES CRITERES FONDAMENTAUX					
N°	Critères	Indicateurs	Sources	Données recueillies	Notes
L'organisation des voyages					
1	Les populations locales sont au cœur du processus d'accueil et l'opérateur organise ses séjours en partenariat avec elle	Les voyageurs sont accueillis au sein de la population locale et en contact quotidien avec elle	Brochures de description des voyages, questionnaires satisfaction et entretien avec l'opérateur		
		Le partenaire est destinataire des « évaluations » faites par les voyageurs	Entretiens avec l'opérateur		
		Le séjour a été mis en place en co-élaboration avec la population locale	Compte-rendu « des voyages de repérage et de mise en place », entretien avec l'opérateur		
		Le séjour s'inscrit dans le cadre d'un partenariat. Les partenaires sont clairement identifiés	Conventions, attestations de partenariat		
SOUS-TOTAL CO 1					
2	L'opérateur choisit des partenaires organisés autour de projets de développement bénéficiant à la collectivité.	Le partenaire travaille en lien et dans l'intérêt de la collectivité	Document de présentation du partenaire, questionnaires satisfaction, entretien avec l'opérateur		
		Le séjour permet de financer un projet de développement répondant à l'intérêt collectif	Rapport d'activité et financier de l'opérateur et éventuellement du partenaire, questionnaires satisfaction et entretien avec l'opérateur		
		Le projet de développement se fait en lien avec les réseaux sociaux locaux : associations, Ong, élus locaux... Avoir des exemples précis	Etudes d'impacts, rapports de missions, rapport d'activité de l'opérateur et éventuellement des partenaires		
SOUS-TOTAL CO 2					
3	L'opérateur organise ses voyages de manière à maximiser l'impact sur l'économie locale des territoires d'accueil	Au cours du séjour, l'opérateur encourage l'utilisation des ressources locales et valorise les savoirs-faire locaux auprès des voyageurs	Entretien avec l'opérateur et questionnaires satisfaction		
		La population locale proche est prioritairement employée pour l'organisation et le déroulement des séjours	Rapport d'activité de l'opérateur et éventuellement du partenaire, entretiens avec l'opérateur et questionnaires satisfaction		
		L'opérateur veille à ce que les conditions de travail soient en respect avec les normes internationales du travail et qu'un revenu « juste » soit versé à chaque personne travaillant pour son partenaire	Entretien avec l'opérateur, rapport d'activité de l'opérateur et éventuellement du partenaire		
		L'opérateur aide à la mise en place d'actions d'accompagnement des partenaires en cas de besoin, via différents moyens dont la formation	Rapport d'activité de l'opérateur et éventuellement des partenaires et entretien avec l'opérateur		
SOUS-TOTAL CO 3					

4	L'opérateur organise ses voyages en veillant à respecter les équilibres économiques, sociaux et environnementaux	L'opérateur peut fournir des éléments sur le niveau de vie, la situation environnementale des pays	Entretien avec l'opérateur		
		L'opérateur veille à ce que l'activité touristique qu'il génère ne crée par une dépendance économique irréversible	Entretien avec l'opérateur		
		L'opérateur mène des actions avec ses partenaires locaux et les voyageurs afin de minimiser leurs propres impacts	Questionnaires satisfaction et entretien avec l'opérateur, outils de communication, charte		
		L'opérateur gère de manière concertée et clairvoyante le nombre de voyageurs par destination et par période	Planning des voyages des groupes indiquant le nombre de voyageurs par groupe		
SOUS-TOTAL CO					
5	L'opérateur favorise la rencontre et l'échange dans la conception de ses voyages.	L'opérateur privilégie les nuits passées proche ou chez l'habitant: en village, en gîte...	Brochures, entretien avec l'opérateur et questionnaires satisfaction		
		L'opérateur prévoit des temps de rencontre préparés et organisés entre la population locale et les voyageurs	Entretien avec l'opérateur, questionnaires satisfaction		
SOUS-TOTAL CO 5					
La politique de communication, transparence, et la sensibilisation des voyageurs au TES					
6	L'opérateur milite pour le tourisme équitable et solidaire et le respect de ses principes et s'engage à promouvoir l'ATES	L'opérateur affiche son engagement en faveur du tourisme équitable et solidaire sur ses supports de communication en rappelant les principes de celui-ci	Supports de communication, brochures, site Internet		
		L'opérateur s'engage à respecter la charte de l'ATES et la diffuse auprès de ses voyageurs	Charte, entretien avec l'opérateur, questionnaires satisfaction		
		L'opérateur mène des actions de sensibilisation et de communication : conférences, salons, interviews...	Rapport d'activité		
SOUS-TOTAL CO 6					
7	L'opérateur met à disposition du voyageur la répartition du prix du voyage	L'opérateur possède un graphique camembert indiquant la ventilation du prix d'un voyage dans tel pays comprenant l'aérien (vol international), les frais de siège de l'association en France, le fonds de développement et la part des prestations locales	Graphique type « camembert » annuel		
		L'opérateur possède un graphique camembert identique au premier mais sans l'aérien.	Graphique type « camembert » annuel		
		L'opérateur diffuse la répartition du prix du voyage auprès des voyageurs et du grand public	Outils de communication, documents remis aux voyageurs		
SOUS-TOTAL CO 7					
	L'opérateur informe sur les opérations de développement	L'opérateur dispose de documents écrits sur les projets environnementaux et/ou de développement de ses partenaires	Entretien avec l'opérateur, documents		

8	opérations de développement et/ ou de préservation de l'environnement mises en place grâce aux bénéfices de l'activité touristique	L'opérateur communique sur les opérations de développement et/ou de préservation de l'environnement mises en place dans ses destinations : conférences, brochures...	Supports de communication, rapport d'activité		
SOUS-TOTAL CO 8					
9	L'opérateur informe et sensibilise ses voyageurs sur chaque destination (situation économique, sociale et culturelle, règles de savoir vivre, situation environnementale)	L'opérateur possède des outils de communication (documents, mise en place de réunions...) pour chaque destination ou région	Livret de destination, fiche technique par pays ou région		
		L'opérateur remet aux voyageurs un document du type "charte du voyageur, guide du voyageur, carnet de voyages" définissant les engagements du voyageur	Document type « Charte du voyageur », questionnaires satisfaction		
SOUS-TOTAL CO 9					
Les mesures en faveur du développement local					
10	L'opérateur organise son fonctionnement et fixe le prix de ses voyages de manière à dégager une marge affectée à un fond de développement. Il est alloué pour des projets locaux (voir les planchers 2010*)	Part du fonds de développement pour la réalisation des projets d'intérêts collectifs ou individuels, reversée par l'association de voyage sur sa marge ou intégrée dans la rémunération des prestations. (voir les planchers 2010*)	Rapport d'activité, graphique type « camembert »		
		L'opérateur ou le partenaire du projet dispose d'une procédure de choix pour les projets qui seront financés grâce au fonds de développement	Entretien avec l'opérateur		
SOUS-TOTAL 10					

*Planchers définis lors des 1ères rencontres de l'ATES en Région les 25 et 26 septembre 2008 :

- pour un voyage de moins de 1000 euros : 30 euros minimums devront être affectés au fond de développement
- pour un voyage de moins de 1500 euros : 45 euros minimums
- pour un voyage de plus de 1500 euros : 60 euros minimums